

« Nous voulons sortir des sentiers battus »

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Le budget ne sera voté que ce matin, mais les priorités ont été fixées hier, au Parlement de Navarre

Pierre Sabathie

p.sabathie@sudouest.fr

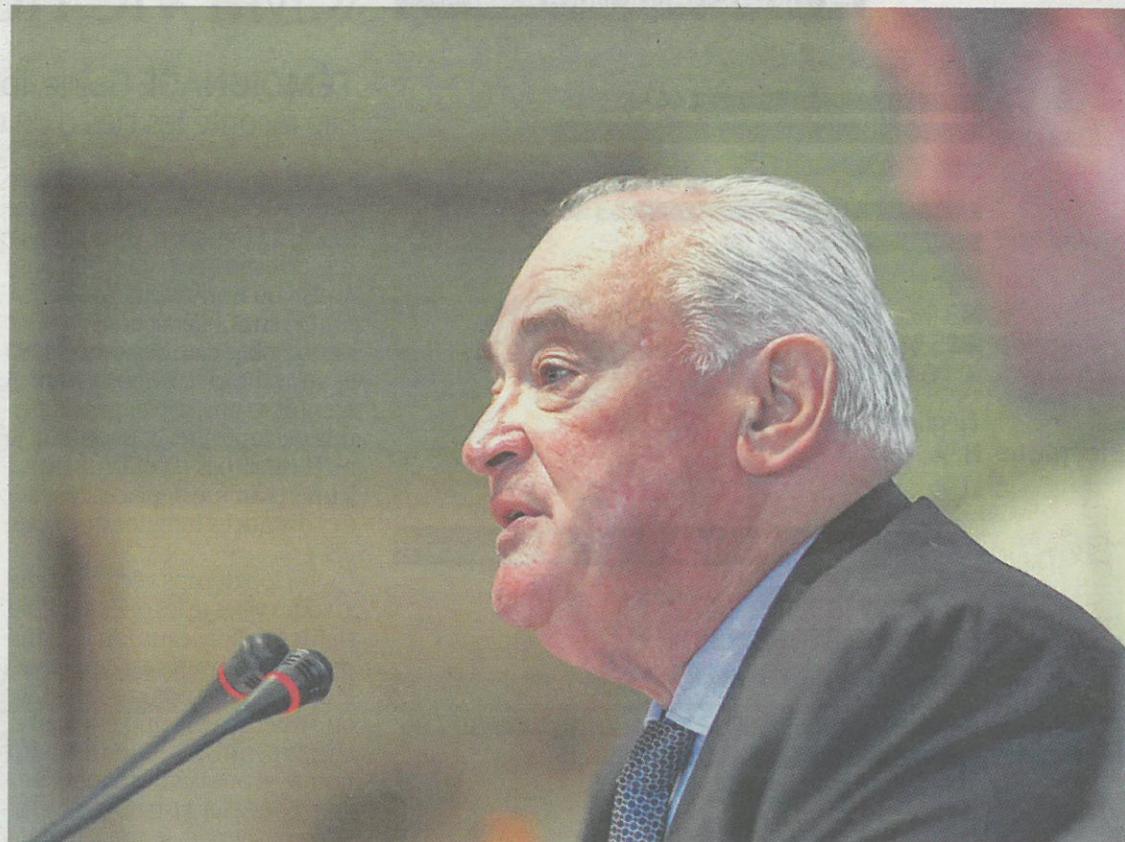
« Nous voulons sortir des sentiers battus en allant au-delà de nos obligations », martèle le président du Conseil départemental, Jean-Jacques Lasserre. À l'heure où la loi contraint les compétences du Département, il souligne les différents domaines d'intervention dans lesquels la collectivité continue de s'investir. Tout en conservant le souci originel de l'aménagement et de l'équilibre des territoires.

Le projet Présence médicale 64, pour attirer des médecins en zone rurale et lutter contre la désertification, en est un exemple. D'autres actions solidaires (agriculture, eau, insertion...) illustrent aussi les priorités du Conseil départemental.

1 « Maîtrise financière et ambition »

Le budget primitif 2019 ne sera soumis au vote des élus que ce matin. Mais hier, les débats en ont largement défloré les contours. Le président Lasserre prévient que « la bonne maîtrise du budget est une règle primordiale de notre exécutif. Depuis 2015, nous conjuguons maîtrise financière et ambition pour notre territoire ». Nicolas Patriarche complète en parlant « d'un pacte financier anticipé, d'une fiscalité qui n'augmente pas et d'une capacité de désendettement saine ».

Henri Etcheto, chef de file du groupe d'opposition, ne partage pas ce constat. « Nous sommes déçus, nous ne voyons pas, dans votre



J.-J. Lasserre, à propos de la Rhune : « Nous voulons créer les conditions d'un partenariat convenable entre le Département, l'Agglomération Pays basque, les communes et l'État ». ARCHIVES D.L.D.

rités. Nous pensons que des projets décriés comme ceux de la Rhune, de la Cité de l'Océan et les financements de manifestations telles que la caravane du Tour de France, constituent un gâchis d'argent public et contribuent à éloigner nos concitoyens de la chose publique. » Henri Etcheto regrette un manque d'ambition au niveau du soutien des Ehpad.

S'agissant de la Rhune, Jean-Jacques Lasserre a précisé que « jusqu'à présent, nous n'avons pas dépensé un centime et que nous voulons créer les conditions d'un partenariat convenable entre le Département, l'Agglomération Pays basque, les communes et l'État ».

2 Charges du personnel: une baisse d'un million d'euros

La gauche s'est également intéressée de près à l'évolution des charges du personnel du Département. À la lecture des chiffres, elles sont en baisse de 7 millions d'euros (de 109

sonnels continue de nous inquiéter. »

Isabelle Lahore répond que ce chiffre « est à nuancer. Il est la conséquence de la réorganisation des services et des postes au niveau de la gestion de l'APA, du RSA et de l'action sociale ». Au global, cette baisse de dépense est d'un millions d'euros. « Nous suivons notre feuille de route, rappelle le vice-président Claude Olive. On ne touchera pas à nos priorités de proximité du territoire. »

À ce jour, le Département compte 2 345 postes payés. En 2018, 206 agents ont été recrutés, contre 102 départs.

3 Jeunes migrants: des agents vont intervenir

La question des mineurs non accompagnés (MNA) a largement été évoquée hier. « Les commentaires sont trop souvent partiaux et inadaptés », estime Jean-Jacques Lasserre. Il a rappelé qu'à la fin du mois de janvier, 456 MNA, pris en

pose un énorme problème d'accueil et surtout d'évaluation ». Il reconnaît qu'Isard Cos, la structure qui gère ces évaluations, « n'a pas été en capacité de faire face à leur augmentation. C'est pourquoi nous avons cherché, tant au niveau local, régional que national, d'autres structures capables d'effectuer ces évaluations. Pas une n'a été en mesure de nous faire des propositions. »

Pour y remédier, Jean-Jacques Lasserre annonce : « Nous avons décidé de proposer à nos cadres des services des solidarités humaines de réaliser ces évaluations en interne. Ils sont 30 à avoir répondu favorablement. Ils seront formés. Je le redis, nous ne pouvons pas nous satisfaire de cette situation qui pénalise fortement les mineurs que nous devons prendre en charge, c'est notre responsabilité. »

Henri Etcheto a d'abord tenu à préciser que la gauche « ne voulait pas faire de récupération politique